

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UNEAL N/E (ex Haut de france)

rue Lamendin
59293 Neuville-sur-Escaut

Références : 2024-V1-127
Code AIOT : 0007003486

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2024 dans l'établissement UNEAL N/E (ex Haut de france) implanté rue Arthur Lamendin 59293 Neuville-sur-Escaut. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été menée suite à l'information d'un incident sur la cellule 21 du silo. Un dégagement de fumée a conduit l'exploitant à constater un échauffement au niveau de cette cellule qui contenait 20 t de tourteau de lin. Les services d'incendie et de secours ont immédiatement été prévenus et ont tenté une vidange du silo. Le produit ayant pris en masse à l'intérieur du silo, il n'a pas pu être extrait. La décision a été prise de fermer la cellule en vue de limiter les apports d'oxygène en vue d'étouffer le feu couvant. Un suivi de la température est réalisé toutes les demi-heures par l'exploitant pour s'assurer de la diminution de la température. Une opération d'inertage à l'azote a été entreprise mais en l'absence de personnel formé à l'opération, celle-ci n'a pas été menée au jour de l'inspection.

En prévention, les cellules voisines ont été transvidées vers des cellules plus éloignées de la cellule 21.

L'option retenue au jour de l'inspection est un décolmatage par cordiste lorsque la température sera compatible avec l'opération et l'envoi des déchets générés vers une filière de méthanisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNEAL N/E (ex Hauts de France)
- rue Arthur Lamendin 59293 Neuville-sur-Escaut
- Code AIOT : 0007003486
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site UNEAL de Neuville-sur-Escaut est constitué de 2 unités :

- une unité de fabrication d'aliments pour bétail (activité principale bénéficiant du régime de l'autorisation classée sous la rubrique 2260) ;
- un ensemble de réception, stockage, expédition de céréales en silos plats et ses activités annexes de stockage d'engrais et de séchage du grain (activité principale classée à Enregistrement sous la rubrique 2160).

Le site, dans sa globalité, était autorisé à être exploité par la Société ESSOR AGRICOLE par arrêté préfectoral du 24 octobre 1988.

Au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, cet établissement est aujourd'hui considéré comme un site unique, exploité par la Société UNEAL.

Les activités de stockage d'engrais, objet de la présente inspection, relèvent du régime de la déclaration sous la rubrique 4702-III.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Surveillance et conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I pt 4.15	Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I pt 3.7	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration d'incident/accident	Arrêté Préfectoral du 24/10/1988, article 6.7	Demande complémentaire
2	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	Demande complémentaire

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence des non-conformités en matière de gestion des incidents et de suivi de température. Il est demandé à l'exploitant de régulariser sa situation dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'incident/accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/1988, article 6.7
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incident/accident
Prescription contrôlée : [...] Tout incident grave ou accident doit être immédiatement signalé à l'inspecteur des installations classées [...]
Constats : Le 4 mars 2024, un échauffement de la cellule 21 du silo a été détecté par l'exploitant suite à une odeur de fumée perçue sur le site. Les services de secours ont immédiatement été prévenus à 13h51. Après tentative de vidange du silo, il a été décidé de fermer la cellule afin d'essayer d'étouffer le feu couvant. L'exploitant a informé la DREAL de l'incident par courriel à 19h07. Constat : L'exploitant n'a pas informé dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées de l'incident en cours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de veiller à informer dès que possible l'inspection des installations classées des incidents ou accidents survenant sur le site.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident ou d'accident
Prescription contrôlée : [...] Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Au jour de la visite d'inspection, l'exploitant a été en mesure de transmettre les éléments sur le déroulé de l'incident et de l'intervention des secours.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est sollicité la remise, dans un délai n'excédant pas deux mois à compter de la transmission du présent rapport d'inspection, d'un rapport d'incident comportant notamment le déroulé de l'incident, les matières mises en œuvre, les conséquences connues de l'incident, les investigations entreprises pour déterminer l'origine, les causes profondes de l'incident et les éventuels résultats d'analyse...</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Surveillance et conditions de stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I pt 4.15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et conditions de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto-inflammation.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes adaptés et appropriés (sondes thermométriques ou caméras thermiques). Cette disposition ne s'applique pas aux cellules contenant du sucre.</p> <p>Les produits sont contrôlés en humidité avant stockage, de façon à ce qu'ils ne soient pas stockés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.</p> <p>Les relevés de température et d'humidité font l'objet d'un enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été demandé à l'exploitant les modalités de suivi de la température au sein de la cellule 21. L'exploitant a indiqué effectuer, dans le cadre de l'incident, des relevés de températures surfaciques du silo à l'aide d'un thermomètre laser infrarouge mais qu'aucun des systèmes prévu par la réglementation (sonde thermométriques ou caméra thermique) n'étaient mis en oeuvre.</p> <p>Fait avec suites n°1 : l'exploitant ne met pas en œuvre de contrôle de la température par des systèmes adaptés et appropriés de la cellule 21 contenant des matières susceptibles de fermenter.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte-tenu du feu couvant en cours, il est demandé à l'exploitant de maintenir une mesure de la température toutes les demi-heures jusqu'à ce que les températures soient revenues aux valeurs de la température ambiante.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I pt 3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : [...] L'ensemble du personnel, y compris intérimaire ou saisonnier, est formé à l'application de ces consignes d'exploitation et des consignes de sécurité définies au 4.7. Point 4.7 Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : [...] <ul style="list-style-type: none">• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; [...]
Constats : Lors de l'inspection, il est constaté la présence d'un réchauffeur d'azote combiné à un manifold. L'exploitant indique qu'il s'agit d'un système mobile d'inertage à azote. Celui-ci était prévu d'être mis en œuvre à 8h le jour de l'inspection mais l'exploitant a considéré que le personnel sur place était insuffisamment préparé et formé à mettre en œuvre ce système. Fait avec suite n°2 : le personnel de l'établissement n'est pas formé à la mise en œuvre du système d'extinction à l'azote. L'exploitant indique qu'il est susceptible de faire intervenir du personnel formé au niveau du groupe ou du personnel extérieur pour réaliser l'opération d'inertage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de ne pas mettre en œuvre ou faire mettre en œuvre le système d'extinction à l'azote par du personnel non formé à cette opération.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois